

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 NOVEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le 26 Novembre, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle de réunions de la mairie sous la présidence de Mme SCHNEIDER Sylvie, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 19/11/2024

Secrétaire : Henri MOLLOT

Présents : SCHNEIDER Sylvie, BATTARD Patrick, BERTHET Daniel, DONZEL Jérôme, FEITH Jérôme, FIAMENGHI Martine, JONGMANS Thérèse, LINETTE Séverine, MOCELLIN Yves, MOLLARD André, MOLLOT Henri, STROOBANT Maëlle, VUAGNOUX Philippe.

Absents : COUX Emmanuel, LOVET Céline (procuration de vote).

OUVERTURE DE SÉANCE

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 08/10/2024.

Mme Le Maire propose d'approuver le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 08/10/2024. Ne soulevant aucune observation, le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Informations générales

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DE SAVOIE

M. VUAGNOUX Philippe fait le point sur le Comité des Maires du 05/11/2024 :

- Les exécutifs des 2 EPCI proposent de s'orienter vers une dissolution du SIBRECSA au 01/01/2026.
- Etat d'avancement des travaux sur le siège administratif de la Communauté de Communes Cœur de Savoie.

COMMISSION URBANISME

M. BERTHET Daniel fait le point sur les autorisations d'urbanisme instruites

- 1 déclaration de travaux pour la modification d'une clôture au nom de M. CAILLE Pierre, Rue de Grange-Maréchal, refusée le 08/11/2024.
- 1 déclaration de travaux pour une division de terrain, au nom de la SCI LA GARE représentée par Mme ADAMO Sylvie, Rue de La Gare, accordée le 08/11/2024.
- 1 déclaration de travaux pour l'agrandissement de 2 fenêtres, au nom de M. BASTO Miguel, Route des Granges de Tamié, accordée le 04/11/2024.
- 1 déclaration de travaux pour l'installation de panneaux photovoltaïques, au nom de EDF ENR pour le compte de M. FOREST Julien, Rue de la Croisette, accordée le 04/11/2024.
- 1 déclaration de travaux pour l'installation de panneaux photovoltaïques, au nom de POWER LEAP pour le compte de M. FAVRE Daniel, Chemin du Rottier, accordée le 04/11/2024.
- 1 permis de construire pour une extension de maison, au nom de M. LE GALL Damien, Chemin de la Vernaz, accordé le 15/10/2024.
- 1 permis de construire pour la création d'un logement en annexe à la maison, au nom de Mme HAVGOUDOUKIAN Catherine, Rue de Péguet, accordé le 29/10/2024.
- 1 permis de construire pour la mise en conformité, ouverture et vélux, au nom de Mme CARIDADE-LARANJO Andrélina, Rue de Grange-Maréchal, accordé le 18/10/2024.

COMMISSION DES TRAVAUX

- M. MOLLARD André fait le point sur les travaux de réfection de la toiture de la salle polyvalente. Le désamiantage est en cours.
- Il précise que la réfection des enrobés suite à l'enfouissement des réseaux secs au Pognient aura lieu vers le 09/12/2024.
- Il explique que la circulation Rue de l'Eglise sera fermée lors du marché de Noël du 14/12/2024 avec une déviation par la Rue au Carré et par la Route du Lac.

COMMISSION VIE SOCIALE ET ASSOCIATIVE

Mme FIAMENGHI Martine rappelle que l'accueil des nouveaux habitants aura lieu le 29/11/2024 à 19 h.

Elle demande la participation des élus pour l'organisation du spectacle des enfants du 14/12/2024.

La distribution du colis des anciens aura lieu le 13 ou 14/12/2024.

Le repas des anciens aura lieu le 25/01/2025 dans un restaurant.

1- Prise en compte de l'avis de l'autorité environnementale concernant la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 ayant réformé l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, l'autorité compétente en PLU peut désormais décider, dans un certain nombre de situations, si les procédures nécessitent la réalisation d'une évaluation environnementale, au vu de leurs incidences prévisibles sur l'environnement.

Les études réalisées dans ce sens ont permis de conclure que les modifications apportées dans le cadre de la présente procédure, ne sont pas de nature à générer des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine.

En application des dispositions de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Auvergne-Rhône-Alpes a été consultée le 14/08/2024 sur la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale et a rendu un avis conforme le 16/10/2024 sur l'absence de nécessité à la réaliser.

La modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) n'est ainsi pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, et ne requiert donc pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Au vu de cet avis, conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, il revient à la personne publique responsable du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Ste-Hélène-du-Lac de prendre la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale et d'en assurer la publication.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants, L.104-3, R.104-12 3°, R.104-33 à R.104-37,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11/07/20216,

Vu la modification simplifiée n°1 approuvée le 07/11/2016,

Vu l'arrêté n°113-2024 du 29/07/2024 prescrivant la modification simplifiée N°2 du Plan Local d'urbanisme, conformément aux articles L.153-31 et suivants du code de l'urbanisme,

Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Auvergne-Rhône- Alpes du 14/08/2024 pour avis conforme au titre de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, de la décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale du projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du 16/10/2024 confirmant l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Décide de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme.
- indique qu'en application des articles R.143-15 et R.153-20 du code de l'urbanisme, la délibération sera affichée pendant un mois en Mairie.

2- Eclairage public du lotissement « les Coteaux du Pichat ».

Mme Le Maire rappelle la délibération du 11/12/2009 concernant la prise en charge par la commune de la consommation de l'éclairage public du lotissement « Les Côteaux du Pichat ».

Suite à une réunion avec les copropriétaires du lotissement, elle propose de prendre en charge la modernisation des 4 lampadaires situés dans ce lotissement (passage en LED) pour un montant estimatif de 2 200 € TTC.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré (Pour : 2 - Abstention : 4 - Contre : 8) :

- décide de ne pas prendre en charge la modernisation des 4 lampadaires du lotissement « Les Coteaux du Pichat ».

Il est précisé que l'enveloppe de subvention au titre du Fonds Vert 2025 va être réduite et que pour l'instant les élus n'ont aucune certitude sur l'obtention d'une éventuelle subvention.

3- Demande de subvention exceptionnelle par l'association Grappe de Savoyard.

Mme Le Maire donne lecture du courrier de l'association « GRAPPE DE SAVOYARD » qui demande une subvention exceptionnelle pour la location de WC de chantier pour le marché de NOEL du 14/12/2024.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré à l'unanimité :

- vote une subvention exceptionnelle de 840 € à l'association « GRAPPE DE SAVOYARD » pour la location d'un bungalow avec 2 sanitaires pour le marché de NOEL du 14/12/2024.
- autorise Mme Le Maire à effectuer le mandat concernant le versement de cette subvention.

4- Demande de subvention exceptionnelle par l'association Grappe de Savoyard.

Mme Le Maire donne lecture du courrier de l'association « GRAPPE DE SAVOYARD » qui demande une subvention exceptionnelle pour l'organisation des férias du 28/06/2025.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré (Pour : 13 - Contre : 1) :

- vote une subvention exceptionnelle de 150 € à l'association « GRAPPE DE SAVOYARD » pour l'organisation des férias du 28/06/2025.
- autorise Mme Le Maire à effectuer le mandat concernant le versement de cette subvention.

5- Modification du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel pour le personnel communal).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L. 115-2, L. 313-2, L. 313-3, L. 712-1, L. 712-2, L. 712-8 à L. 712-11, L. 713-1, L. 714-1, L. 714-4 à L. 714-8,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints d'animation ;

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu la délibération n° 13-2020 en date du 03 mars 2020 ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 18 novembre 2024 ;

Considérant que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ses agents ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le RIFSEEP qui est le régime indemnitaire de référence pour les cadres d'emplois éligibles ;

Considérant le caractère exclusif du RIFSEEP qui se substitue à toutes les primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles mentionnées par l'arrêté du 27 août 2015 précité ainsi que la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction, de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) et des avantages collectivement acquis prévus par l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Considérant l'architecture en deux parts du RIFSEEP :

- une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle,

- un complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent ;

Considérant la nécessité de modifier les modalités de versement de l'IFSE pour permettre, en plus des versements mensuels, un versement annuel au mois de décembre pour les agents présents dans la collectivité ou sur la dernière paye en cas de départ de l'agent ;

Considérant la nécessité d'ajouter le cadre d'emploi des adjoints d'animation.

Mme le Maire propose à l'assemblée délibérante d'adapter le RIFSEEP selon les modalités suivantes et d'en déterminer les critères d'attribution.

Article 1 - Bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents relevant des cadres d'emplois mentionnés dans les tableaux ci-dessous, titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Le régime indemnitaire est étendu aux agents contractuels de droit public exerçant des fonctions comparables.

Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Article 2 - Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle. Chaque emploi doit être réparti dans un groupe de fonctions. Mme le Maire propose de répartir les emplois selon les critères suivants :

• Les fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard des indicateurs suivants :

- Responsabilité de coordination
- Responsabilité de projet ou d'opération
- Ampleur du champ d'action (en nombre de missions, en valeur)
- Influence du poste sur les résultats (primordial, partagé, contributif)

• La technicité, l'expertise, l'expérience ou la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, notamment au regard des indicateurs suivants :

- Connaissances (de niveau élémentaire à expertise)
- Autonomie
- Initiative
- Diversité des tâches, des dossiers ou des projets
- Diversité des domaines de compétences

• Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel, notamment au regard des indicateurs suivants :

- Confidentialité
- Interventions extérieures
- Relations externes
- Respect de délais
- Responsabilité financière
- Responsabilité matérielle
- Responsabilité pour la sécurité d'autrui

Mme le Maire propose de fixer le nombre de groupes de fonctions par cadres d'emplois et les montants maximum annuels correspondants comme suit :

Détermination de l'IFSE par cadre d'emplois		
<i>Groupes</i>	<i>Emplois concernés</i>	<i>Montants annuels maximum de l'IFSE Agents non logés</i>
Rédacteurs		
Groupe 1	Secrétaire de mairie	15 000 €
Adjoints administratifs		
Groupe 1	Agents d'accueil - urbanisme - état civil	10 000 €
ATSEM		
Groupe 1	ATSEM en classe	8 000 €
ANIMATION		
Groupe 1	Adjoint d'animation	11 340 €
Adjoints techniques		
Groupe 1	Responsable des services techniques	10 000 €
Groupe 2	Agents d'exécution	8 000 €

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Article 3 - Réexamen des montants individuels de l'IFSE

Le montant individuel de l'IFSE fixé par arrêté de l'autorité territoriale fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi.
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours.
- en dehors des deux hypothèses précédentes, au moins tous les 4 ans, en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

Pour la prise en compte de l'expérience professionnelle, il est proposé que soit pris en compte les critères suivants :

- l'approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation.
- la connaissance de l'environnement de travail et des procédures (interactions avec les partenaires, connaissances des risques, maîtrise des circuits de décision et de consultation...).
- la gestion d'un évènement exceptionnel permettant d'acquérir une compétence nouvelle d'approfondir les acquis ou induisant une exposition renforcée et prolongée et des sujétions Nouvelles.
- les formations suivies (en distinguant celles liées au poste, les formations transversales, les formations de préparation aux concours et examens).
- la capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit l'ancienneté (diffuse son savoir à autrui, force de proposition).

Article 4 - Périodicité de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée pour partie mensuellement par 1/12^{ème}, le solde est versé :

- annuellement au mois de décembre pour les agents présents dans la collectivité.
- sur la dernière paye de l'agent en cas de départ de la collectivité.

Les montants individuels relatifs aux deux parties seront déterminés par arrêtés de l'autorité territoriale.

Le montant du solde versé au mois de décembre ne pourra être supérieur à 75% du montant total de l'IFSE.

Article 5 - Incidence des congés pour indisponibilité physique sur l'IFSE

En cas de congé de maladie ordinaire, l'IFSE suit le sort du traitement. Elle est conservée pour les fonctionnaires intégralement pendant les trois premiers mois puis réduite de moitié pendant les neuf mois suivants, et est conservée pour les agents contractuels selon leur ancienneté (Cf. Titre III du décret n° 88-145 du 15 février 1988).

En cas de congé de longue maladie, longue durée, le versement de l'IFSE est suspendu. Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, l'IFSE qui lui a été versée durant son congé de maladie ordinaire lui demeure acquise. Il en est de même pour les agents contractuels placés en congé de grave maladie.

Le versement de l'IFSE est maintenu pendant les périodes congés pour maternité, adoption, paternité et accueil de l'enfant (article L. 714-6 du code général de la fonction publique). Il sera également maintenu en cas de congés annuels et autorisations spéciales d'absence, accidents de service, maladies professionnelles reconnues et congés pour formation syndicale. En cas de temps partiel thérapeutique, l'IFSE est versée au prorata de la durée effective de service.

Instauration du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Article 6 – Principe

Le CIA est versé en fonction de la manière de servir et de l'engagement professionnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel. Le montant individuel du CIA est déterminé en tenant compte des critères suivants :

- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- les compétences professionnelles et techniques
- les qualités relationnelles
- la capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Au vu des groupes de fonctions retenus pour le versement de l'IFSE, les plafonds annuels sont fixés par cadre d'emplois comme suit :

Détermination du CIA par cadre d'emplois		
<i>Groupes</i>	<i>Emplois concernés</i>	<i>Montants annuels maximum du CIA</i>
Rédacteurs		
Groupe 1	Secrétaire de mairie	1 800 €
Adjoints administratifs		
Groupe 1	Agents d'accueil – urbanisme – état civil	800 €
ATSEM		
Groupe 1	ATSEM en classe	700 €
ANIMATION		
Groupe 1	Adjoint d'animation	1260 €
Adjoints techniques		
Groupe 1	Responsable des services techniques	800 €
Groupe 2	Agents d'exécution	700 €

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté fixant un pourcentage du montant maximum annuel du CIA.

Article 7 – Périodicité de versement du CIA

Le CIA est versé annuellement.

Article 8 – Incidence des congés pour indisponibilité physique sur le CIA

Il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact du congé sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par un ajustement à la baisse du montant du CIA sur l'année suivante.

Article 9 – date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/12/2024.

Article 10 – clause de sauvegarde

Il est décidé d'appliquer volontairement la clause de sauvegarde facultative pour les collectivités territoriales, prévue à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. Les agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-dessus conserveront jusqu'au prochain changement de fonctions, au titre de l'IFSE, a minima le montant indemnitaire qu'ils percevaient avant la mise en place du RIFSEEP, liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats.

Article 11 – Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget chaque année au chapitre 012.

Article 12 – Abrogation des délibérations antérieures

La délibération antérieure n° 13-2020 en date du 03 mars 2020 est abrogée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide :

- de fixer les modalités de versement de l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus.
- de fixer les modalités de versement du CIA dans les conditions indiquées ci-dessus.

6- Compte rendu des décisions prises dans le cadre des délégations consenties au maire.

Le Conseil Municipal prend note de la décision n° 02-2024 du 16/10/2024 concernant le transfert de chapitre à chapitre suivant : Prélever sur le compte 212 : 3 800 € et virer sur le compte 10226 : 3 800 €.

7- Communication des rapports annuels 2023 de la Communauté de Communes Cœur de Savoie sur le prix et la qualité du service public (assainissement, prévention et gestion des déchets, eau potable) et communication du rapport d'activités 2023 de la Communauté de Communes Cœur de Savoie.

Divers :

- **Conseil Municipal Jeunes :** M. BATTARD Patrick remercie les 6 membres présents du Conseil Municipal Jeunes pour la cérémonie du 11 Novembre. Il évoque également l'idée d'un membre pour mettre en place la fête des voisins dans chaque hameau de la commune.
- M. BATTARD Patrick émet l'idée de remettre une médaille afin de remercier certaines personnes pour leur dévouement au sein de la commune.
- Mme Le Maire donne lecture du courrier des copropriétaires du lotissement « Les Coteaux du Pichat » sollicitant la commune pour la reprise de la voirie privée du lotissement en voie communale.
- Mme Le Maire fait le point sur la réunion du 14/10/2024 avec le Major du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Savoie concernant l'installation de vidéoprotection sur la commune.
- Mme Le Maire donne lecture du courrier de la Région pour une mutuelle Régionale à destination des habitants. Les élus demandent de prendre des renseignements auprès de la Région.
- Mme Le Maire informe les élus que la Fondation du Patrimoine, dans le cadre de la collecte nationale pour le patrimoine religieux des villages, nous aurait attribué une subvention de 100 000 €. Nous sommes dans l'attente du courrier officiel.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures.

Le Maire,
Sylvie SCHNEIDER



Secrétaire de séance,
Henri MOLLOT



Procès-verbal adopté lors de la séance du conseil municipal du 17.12.24
Mise en ligne sur le site internet de la commune le : 18.12.24